

Pouvoir adjudicateur

Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé – ANSM  
143/147 Boulevard Anatole France - 93200 Saint-Denis CEDEX

## **MARCHÉ PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE**

Appel d'offres ouvert passé en application des articles L2124 -1 et L2124-2 puis R2124-1 à R2124-2 1° du Code de la  
Commande.

**Mission de maitrise d'œuvre pour la réalisation des travaux de réfection  
de l'étanchéité des toitures et de l'isolation thermique des façades  
des locaux de l'ANSM à Vendargues (34).**

**APPEL D'OFFRE OUVERT**

## **Règlement de la consultation (RC)**

**Date et heure limites de remise des offres**

**25/09/2023 à 12:00:00**

**Date limite pour poser les questions**

**18/09/2023 à 17:00**

**Procédure n° 2023-123-PAM-DAF-ANSM**

## SOMMAIRE

SOMMAIRE .....	2
Article I : Nom et adresse du pouvoir adjudicateur.....	3
Article II : Objet et caractéristiques principales du marché public .....	3
2.1) <u>Objet de la consultation</u> .....	3
2.2) <u>Allotissement</u> .....	4
2.3) <u>Quantité, nature et étendue des prestations</u> .....	4
2.4) <u>Forme du marché public</u> .....	4
2.5) <u>Modalités de financement et de paiement - Garanties</u> .....	4
Article III : Procédure de passation .....	5
<u>Nomenclature : classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés)</u> .....	5
Article IV : Durée du marché public.....	5
Article V : Conditions de la consultation .....	5
Article VI : Composition du dossier de consultation des entreprises .....	7
Article VII : Retrait du dossier de consultation des entreprises .....	8
Article VIII : Présentation des dossiers de réponse.....	9
Article IX: Modalités de transmission et de dépôts des offres .....	13
Article X : Jugement des offres .....	17
Article XI : Renseignements complémentaires.....	18
Article XII : Attribution et notification du marché.....	19
Article XIII : Voies de recours.....	19
Attestation de visite obligatoire .....	20

## Article I : Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

### **Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM)**

Direction de l'Administration et des Finances (DAF)

Pôle Achats et Marchés (PAM)

143-147 boulevard Anatole France

93285 Saint-Denis Cedex (dit site Pleyel constitutif siège administratif)

Tél : 01 55 87 30 00

L'ANSM est un établissement public administratif sous tutelle du Ministère de la Santé et de la Prévention.

L'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) est répartie sur trois sites définis ci-dessous :

**1) Le site de SAINT DENIS (93) constitutif du siège social de l'agence situé à l'adresse suivante :**

**143/147, Boulevard Anatole France, 93285 SAINT DENIS CEDEX (dit site Pleyel)**

L'ANSM dispose également d'autres bureaux à St Denis à l'adresse suivante :

42, Boulevard de la libération, 93285 SAINT-DENIS CEDEX, (site Etoile)

**2) Le site de LYON localisé à l'adresse ci-dessous :**

321, avenue Jean Jaurès, 69 007 LYON

**3) Le site de VENDARGUES localisé à l'adresse ci-dessous :**

635, rue de de la Garenne, 34740 VENDARGUES

L'ANSM emploie aujourd'hui un peu plus d'un millier d'agents avec une répartition de plus de 900 agents sur le site de Saint-Denis, 76 agents sur le site de Vendargues et 43 agents sur le site de Lyon.

## Article II : Objet et caractéristiques principales du marché public

### **2.1) Objet de la consultation**

La présente consultation a pour objet une mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre des travaux de réfection de l'étanchéité des toitures et de l'isolation thermique des façades des locaux de l'ANSM à Vendargues (34).

Le site du projet est :

**ANSM - 635, rue de la Garenne - 34748 Vendargues**

L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux (valeur Juillet 2023) est de :

**2 000 000 € HT**

## 2.2) Allotissement

Prestations divisées en lots : ☐ oui ☒ non

## 2.3) Quantité, nature et étendue des prestations

Le marché consiste à la nomination du responsable de l'ensemble du processus de construction, de la conception à la livraison du projet. Il assure la coordination, la supervision et la gestion technique, administrative et financière du chantier, en veillant à respecter les attentes du client, les réglementations et les contraintes budgétaires et temporelles.

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants et des articles L. 2430-1 et suivants du Code de la commande publique

La mission comprend : PRO, DCE, VISA, EXE, DET, OPC, AOR

Le détail des missions est le suivant :

Mission(s)	Désignation
DIAG	Diagnostics et préconisations
PRO	Études de projet
ACT-DCE	Assistance pour la passation du contrat de travaux, dossier de consultation des entreprises
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
EXE	Études d'exécution et de synthèse
DET	Direction de l'exécution des travaux
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

## 2.4) Forme du marché public

Il s'agit d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire et conclu à prix provisoire

Les prix du marché sont révisables conformément aux conditions décrites au cahier des clauses particulières.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, sociales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix applicables au titre du présent marché sont ceux indiqués à la Décomposition de Prix Globale et Forfaitaire (DPGF).

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur.

## 2.5) Modalités de financement et de paiement - Garanties

Le financement de ce marché public est assuré sur le budget propre de l'ANSM.

Le règlement du marché sera effectué par virement bancaire avec un délai global de paiement de 30 jours maximum conformément à la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique et dans les conditions prévues au CCP.

Le nantissement ou la cession de créances s'effectue conformément aux articles R. 2191-46 à R. 2191-62 du code de la commande publique.

### Article III : Procédure de passation

Le présent marché public est passé en Appel d'Offres ouvert en application des articles L2124 -1 et L2124-2 puis R2124-1 à R2124-2 1° du Code de la Commande Publique.

#### Nomenclature : classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés)

Nomenclature	Code	Descriptif
CPV	71300000-1	Services d'ingénierie
NACRES	BF.12	Maîtrise d'œuvre et ingénierie

### Article IV : Durée du marché public

Le présent marché prend effet à sa notification et se terminera à l'issue de la garantie de parfait achèvement (GPA) comprenant l'ensemble des ouvrages réceptionnés sans réserves.

L'achèvement du présent marché est constaté par procès-verbal signé contradictoirement par les deux parties.

### Article V : Conditions de la consultation

#### 5.1) Délai de validité des offres

Les candidats restent engagés par leur offre pendant un délai de 6 mois à compter de la date limite de remise des offres fixée à l'article 9.1 du présent règlement de consultation.

#### 5.2) Options

☒ oui ☐ non

L'ANSM se réserve la possibilité de recours ultérieur au marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique au cas où ces prestations seraient nécessaires au bon fonctionnement du marché compte tenu des évolutions du périmètre et de la nature des activités. Dans ces conditions, il sera possible de négocier les conditions techniques et tarifaires des nouvelles prestations qu'il s'agit de confier au titulaire.

5.3) Variantes : ☒ Non autorisées

#### 5.4) Forme du groupement

L'offre est présentée soit par une seule entreprise soit par un groupement conjoint ou solidaire d'entreprises, étant entendu que le groupement doit être constitué dès le stade de la candidature.

Le candidat peut se présenter sous forme de groupement sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dans ce cas, le formulaire DC1 ou équivalent devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété.

L'acte d'engagement et l'annexe financière devront être soit co-signés par l'ensemble des entreprises groupées, soit signés par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l'acte d'engagement.

Chaque membre du groupement doit fournir les documents listés à l'article 8.1 du présent document. Les entreprises ne peuvent se présenter à la fois en tant que candidats individuels et membres d'un groupement. De même, les entreprises ne sont pas autorisées à présenter, pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s) ou en qualité de membre de plusieurs groupements. Une entreprise ne peut se présenter en tant que mandataire de plus d'un groupement.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme conjointe, il pourra lui être demandé d'assurer sa transformation en groupement solidaire si cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché public.

Par ailleurs, durant l'exécution du marché, le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire de chacun des membres pour les obligations contractuelles à l'égard de l'ANSM.

#### **5.5) Modification de détail au dossier de consultation / forme des notifications et informations**

Sauf mention contraire expresse, les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications au contenu des pièces du DCE dans le cadre de l'offre proposée et doivent en respecter l'intégralité des prescriptions.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite de remise des offres (décompté à partir de l'envoi de l'information), des modifications au dossier de consultation, il en informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la stipulation précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Par ailleurs, dans le cadre de la présente consultation, la notification des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur sont faites au moyen d'échanges dématérialisés.

#### **5.6) Réalisation d'une visite sur site**

☐ oui (facultative)   ☒ oui (obligatoire)   ☐ non

Afin d'établir sa proposition, le candidat doit **obligatoirement** se rendre sur le site couvert par le marché pour lequel il présente une offre. Les adresses complètes sont indiquées à l'article 2.3 du présent document et constituent les lieux d'exécution des prestations.

Pour ce faire, les candidats prennent impérativement rendez-vous en contactant (par courriel) les intervenants suivants :

## **Destinataires directes pour le site de Vendargues (34)**

### **M. Teddy ABOULAFIA**

Chef de pôle Logistique Scientifique et Administratif du Site de Montpellier  
Direction des Contrôles

**Courriel:** [teddy.aboulafia@ansm.sante.fr](mailto:teddy.aboulafia@ansm.sante.fr)

### **M. Ahmed Khezzane**

Chef de l'unité travaux et immobilier  
Direction de l'administration et des finances

**Courriel:** [ahmed.khezzane@ansm.sante.fr](mailto:ahmed.khezzane@ansm.sante.fr)

### **M. Didier LEURIDAN**

Chef du Département des services généraux et immobilier  
Direction de l'administration et des finances

**Courriel:** [didier.leuridan@ansm.sante.fr](mailto:didier.leuridan@ansm.sante.fr)

**Cette visite obligatoire** est à prévoir avec un maximum de 5 personnes au total.

**Chaque opérateur économique a droit à une seule visite.**

Lors des visites, une attestation de visite est établie en 2 exemplaires : un exemplaire est remis au candidat (qu'il joint à son offre), le deuxième au représentant de l'ANSM.

Il s'agit de visites techniques ayant pour objet de permettre aux candidats d'appréhender au mieux les sites d'exécution du marché.

Tout opérateur économique s'engage à ne pas divulguer à des tiers (autres que ses propres personnels, préposés et sous-traitants) et s'oblige à un devoir de discrétion sur toutes les informations qui ont un caractère confidentiel transmises par l'ANSM au cours des visites effectuées dans le cadre de la présente consultation. Sont frappées du caractère confidentiel toutes les informations relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'ANSM, qui leur ont été communiquées ou dont ils auraient eu connaissance à l'occasion des visites.

L'ANSM entend par informations confidentielles (liste non exhaustive), toutes les informations techniques, savoir-faire, spécifications techniques en lien avec ses systèmes de sûreté électronique, procédés, modèles, données, plans, documentation, diagrammes, toute information financière, budgétaire, comptable, sanitaire.

A compter de la signature de l'attestation de visite, cette obligation de confidentialité lie tout opérateur économique qui aurait effectué la visite, qu'il ait ou non candidaté par la suite à la consultation et ce pendant toute la durée d'exécution du marché fixée à l'article IV du règlement de consultation.

A la suite des visites, le candidat signale au pouvoir adjudicateur, avant la remise de son offre et dans les plus brefs délais, toute imprécision, erreur ou omission du cahier des charges et fait part de ses observations au regard de son expérience et de sa connaissance des règles de l'art.

A cet effet, les candidats sont invités à poser leurs questions uniquement sur la plateforme dématérialisée PLACE - <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

L'ANSM transmet via la plateforme PLACE une lettre d'information comprenant les questions et les réponses à l'ensemble des candidats qui ont ainsi les mêmes éléments en leur possession afin de constituer leur offre.

## **Article VI : Composition du dossier de consultation des entreprises**

Le dossier de la consultation des entreprises (DCE) comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation (RC),
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le programme
- Le Carnet de références similaires
- Le Cadre de réponse technique,
- Le formulaire DC1 : Lettre de candidature,
- Le formulaire DC2 : Déclaration du candidat,
- Le formulaire DC4 : Déclaration de sous-traitance le cas échéant,
- L'attestation sur l'honneur en application des articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique.
- Annexe 1 attestation de visite obligatoire

## Article VII : Retrait du dossier de consultation des entreprises

L'ensemble du dossier de consultation peut être obtenu gratuitement par téléchargement sur le profil d'acheteur via le lien suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2364619&orgAcronyme=h8j>

Les documents de la consultation sont en accès libre, gratuit, direct et complet.

Pour obtenir le dossier de consultation des entreprises (DCE), les candidats peuvent le télécharger **uniquement** sur la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr> , puis cliquez sur le bouton « accéder à la consultation ».

Le candidat peut :

- **Télécharger l'avis de publicité** en cliquant sur le lien disponible dans le cartouche « avis de publicité »
- **Télécharger le DCE**, en cliquant sur le lien « Dossier de consultation » dans le cartouche « Pièce de la consultation »

Le téléchargement du règlement de consultation et de l'avis de publicité se fait sans authentification.

En cas de difficultés de téléchargement, un guide d'utilisation est disponible sur ce site afin de faciliter le maniement de la plate-forme (<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide> ). La plate-forme PLACE a également mis en place une assistance en ligne <https://www.marches-publics.gouv.fr/assistance> qui nécessite de remplir au préalable un formulaire de déclaration d'incident. L'assistance téléphonique en français est alors joignable une fois ce formulaire renseigné, de 9h à 19h.

Lors du téléchargement du DCE, le candidat est invité à faire part de son nom, d'une adresse, ainsi que du nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, en particulier les éventuelles précisions apportées par l'ANSM.

**L'ANSM attire l'attention du candidat qu'il est de sa responsabilité de déclarer des coordonnées valides. L'adresse électronique indiquée pour le téléchargement sera la seule adresse utilisée pour informer le candidat des éventuelles modifications du dossier de consultation et transmettre les compléments d'information lors de la consultation.**

Pour les candidats qui téléchargeraient les dossiers de consultation sans authentification ou au moyen d'une adresse électronique erronée, il est de leur responsabilité de consulter régulièrement le dossier



disponible sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) pour vérifier si des modifications ont été apportées au dossier ou si des questions et des réponses ont été publiées.

## Article VIII : Présentation des dossiers de réponse

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, **seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé** pour la remise des offres, sous réserve des dispositions prévues à l'article 8.2 du règlement de consultation.

Pour tous les documents pour lesquels une signature du candidat est exigée, la signature doit être originale et émaner d'une **personne habilitée à engager le candidat** c'est-à-dire :

- ✓ le **représentant légal** du candidat,
- ✓ ou toute autre personne bénéficiant d'une **délégation de pouvoir ou de signature** établie par le **représentant légal** du candidat.

**La langue utilisée pour présenter la candidature et les offres est le français.** A défaut d'utiliser le français comme langue d'écriture, il est possible pour un candidat relevant d'un état étranger de transmettre un dossier de candidature et d'offre rédigé dans une autre langue sous réserve d'être accompagné d'une traduction en français de l'ensemble des pièces constitutives de sa candidature et de son offre. Il n'est pas exigé de traduction certifiée. L'absence de traduction en langue française rend le dossier de candidature et ou d'offre irrégulier. La traduction en français est la seule à faire foi.

### 8.1. **Au titre de sa candidature, le candidat doit produire un dossier comprenant les pièces suivantes :**

*Les documents relatifs à la candidature doivent contenir l'ensemble des éléments demandés dans l'avis d'appel public à la concurrence et le présent règlement de la consultation.  
En cas de recours à la sous-traitance, les formulaires « déclaration de sous-traitance » (DC4) et « déclaration du candidat » (DC2) sont également à fournir.  
**NB : Les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1, DC2 et DC4 joints au dossier de consultation.***

Conformément aux articles R2143-13 et R 2143-14 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve demandés dès lors qu'ils peuvent être obtenus directement et gratuitement par le biais d'un **système électronique de mise à disposition d'informations** administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Dans cette hypothèse, le candidat devra fournir à l'appui de sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace. De même, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables (Dispositif Dites-le nous Une Foie). Il devra en revanche fournir à nouveau les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un **DUME** (document unique de marché européen) non électronique, établi conformément au modèle fixé par le [règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type](#), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du code de la commande publique. Le DUME doit être rédigé en français.

La dernière version du DUME est disponible sur le portail <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr> et via le service E-DUME (<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>).

#### 1) **Documents d'identification**

- **La « lettre de candidature » remplie** par le candidat sur le formulaire DC1
  - ✓ Pour justifier que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du

code de la commande publique, l'ANSM exige que le candidat produise **une déclaration sur l'honneur**.

- ✓ les certificats et déclarations délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale et qu'il a acquitté les impôts, taxes, contributions et cotisations sociales exigibles ;
- ✓ le numéro unique d'identification, (à compléter dans l'acte d'engagement rubrique B1) ou à titre dérogatoire, un KBIS ;

NOTA : à la faveur de deux textes dits « Décrets KBIS » parus le 22 mai 2021, les entreprises candidatant à un marché public sont dispensées de fournir un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (KBIS). Il appartient à l'administration de rechercher cette information à l'aide du numéro unique d'identification (<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>).

- ✓ Si le candidat est en redressement judiciaire ou soumis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés (ou accompagné d'une traduction en cas de procédure étrangère équivalent au redressement).
- ✓ Le cas échéant, une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

**Attention : l'absence de l'un des documents ne rend pas la candidature irrecevable, l'ANSM pourra réclamer la communication du ou des document(s) manquant(s) à l'appui d'une demande écrite adressée au candidat concerné.**

**Toutefois tout dossier complet traduira de facto la motivation du titulaire pour traiter ledit marché.**

## **2) Conditions de participation tenant à l'aptitude professionnelle, à la capacité économique et financière et aux capacités techniques et professionnelles des candidats**

- **La déclaration du candidat** (formulaire DC2), comprenant notamment :
  - ✓ Le **chiffre d'affaires global** réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (compte tenu du contexte sanitaire, l'exercice 2020 peut être neutralisé);
  - ✓ Le **chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché**, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où ces informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
- ☒ Une **déclaration appropriée de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance pour les risques professionnels pertinents**;
- ☒ **Un RIB ou un RIP** ;
- L'équipe de maîtrise d'œuvre devra présenter les compétences suivantes et être composée de :
  - Au moins un architecte inscrit à l'ordre des architectes ou possédant un diplôme reconnu au titre de la directive n°85/384/CEE du 10 juin 1985.
  - Un ou plusieurs bureaux d'études pluridisciplinaires ou des bureaux d'études techniques spécialisés présentant à minima et obligatoirement les compétences suivantes :

- **Thermiques**
- Un économiste de la construction,
- Tout autre intervenant nécessaire à la réalisation de la mission.

L'Architecte et/ou les bureaux d'études devront par ailleurs présenter des références dans des projets concernant des opérations similaires en laboratoire.

**Clause d'exclusivité :**

1. L'entreprise mandataire pour un groupement **ne peut être mandataire de plus d'un groupement** pour un même marché.
2. L'architecte ou les bureaux d'études pluridisciplinaire ou les bureaux d'études présentant les compétences thermiques,
  - **ne sont pas autorisés à présenter plusieurs candidatures** à la fois à la qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements, y compris en sous-traitance
  - **ne peuvent pas se présenter à la fois en qualité de cotraitant** d'un groupement et en qualité de **sous-traitant** d'un ou plusieurs groupements.

Par conséquent, **n'est pas soumis à cette clause d'exclusivité** l'économiste de la construction.

**Le carnet de références similaires fournie doit être obligatoirement complétée avec le cas échéant la mention des renvois à des documents complémentaires.**

1. Les **références du candidat ou de chaque membre de l'équipe** : Présentation d'une liste de missions jugées significatives ou similaires, achevées au cours des 5 dernières années ou en cours de réalisation, en indiquant la description sommaire, le montant, la date, le lieu d'exécution, le rôle dans l'opération, le maître d'ouvrage public.

**Le carnet de références fournie doit être obligatoirement complétée avec le cas échéant la mention des renvois à des documents complémentaires.**

2. Une déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
3. Une déclaration concernant le **chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
4. Si le candidat est en **redressement judiciaire**, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
5. Indication des **titres d'études et professionnels** de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché.

Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés.

**NB : Si pour une raison justifiée, l'opérateur n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'ANSM, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen. Le candidat, peut ainsi demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas il justifie des capacités de cet ou ces opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.**

- ☒ Une **déclaration indiquant les effectifs** moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années, ou au cours de(s) l'année(s) précédant l'envoi de l'avis d'appel à la concurrence si l'entreprise a été créée depuis moins de trois années (**à ne pas fournir si ces éléments sont indiqués dans le DC2**);

- ☒ Une liste de références datant de moins de trois ans, similaire au présent marché, indiquant le nom et les coordonnées des clients, les montants et les volumes des prestations identiques à l'objet du présent marché. Le cas échéant, les éléments de preuve relatifs à des prestations fournies il y a plus de trois ans seront pris en compte ou ceux relevant de l'année précédant l'envoi de l'avis d'appel à la concurrence (si l'entreprise a été créée depuis moins de trois années).

#### **En cas de candidature en groupement :**

En cas de co-traitance, **chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents demandés**. En clair, si le candidat s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché (documents à produire en annexe du formulaire DC2).

Conformément à l'article R 2142-25 du code de la commande publique, l'appréciation des capacités d'un groupement sera globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

#### **Cas d'une entreprise nouvellement créée**

Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles

Des formulaires types cités précédemment peuvent être utilisés pour fournir la plupart des renseignements demandés.

Ces formulaires sont également disponibles à partir des liens suivants :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics>

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

## **8.2. Au titre de son offre, le candidat doit produire un dossier comprenant les pièces suivantes :**

### **Pièce administrative :**

- **L'acte d'engagement** (AE), joint au DCE, dûment rempli, **daté et signé\*** par la personne habilitée à engager le candidat.

***\*NB : il est précisé que la réglementation ne comporte plus de dispositions en matière de signature des candidatures et des offres pour l'ensemble des procédures de passation des marchés publics. Désormais, les candidatures et les offres des opérateurs économiques n'ont pas à être signées au moment de leur dépôt. Le marché public devant être signé in fine (cf. article R. 2182-3 du code de la commande publique), la signature est requise dans le cadre des formalités nécessitées pour le seul attributaire.***

### **Pièce financière**

- **L'annexe financière** (Décomposition des Prix Global et Forfaitaire ou DPGF) établie conformément au document joint au DCE. Le candidat est tenu de respecter la présentation de l'annexe financière. **En cas de groupement, un tableau de répartition par cotraitant devra être joint (au format Excel et un PDF) .**

**Pour faciliter l'analyse comparative des offres financières, il est fortement souhaité de la part des candidats de conserver le format Excel du document lors de la remise des offres.**

**L'absence de l'annexe financière entraînera le rejet de l'offre en raison de son irrégularité.**

**NOTA** : toute modification suppression ou substitution apportée à l'annexe financière pourra entraîner le rejet de l'offre du candidat en l'absence de demande de régularisation entreprise par le Pouvoir Adjudicateur.

### **Pièces techniques principales**

- Le cadre de réponse technique complété. Le candidat est tenu de respecter la présentation du cadre de réponse technique fourni dans le DCE et d'apporter une réponse dans les cases prévues à cet effet. Le candidat est autorisé à remettre une documentation annexe à ce cadre de réponse technique de type mémoire technique en respectant les conditions exposées dans le cadre de réponse technique.
- Décomposition des Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du candidat.
- L'attestation de visite

**L'absence du cadre de réponse technique rendra l'offre irrégulière.**

**L'absence d'élément de réponse dans le cadre de réponse technique peut entraîner la note de 0 pour l'item considéré de notation.**

Dans le cadre de la constitution de son offre, tout candidat est tenu de spécifier les prérequis techniques (informations, documentations,...) dont il aurait besoin pour réaliser les prestations prévues au marché et qui n'auraient pas été communiqués à l'appui du DCE ou lors des échanges pendant la phase de publication du DCE.

De même, toutes autres propositions jugées utiles par le candidat pour justifier ou valoriser ses propositions peuvent être fournies à l'appui de son offre

*Le candidat ne doit pas remettre, en accompagnement de son offre, le CCP, ou le règlement de la consultation, seuls faisant foi ceux détenus par l'ANSM.*

## **Article IX: Modalités de transmission et de dépôts des offres**

### **9.1 Date et heure limites de dépôt**

La date et l'heure limites de remise des offres sont fixées au **25/09/2023**, à 12:00:00.

**L'attention du candidat est attirée sur la nécessité d'effectuer le dépôt effectif de son offre au minimum 24 heures avant l'expiration de la date limite visée précédemment afin de tenir compte du temps que peuvent représenter le téléchargement de son offre ou encore le fonctionnement du réseau informatique mentionné à l'article R.2132-9 du code de la commande publique.**

Tout retard entraîne le rejet du pli, le candidat ne pourra participer à la suite de la procédure.

### **9.2 Modalités de transmission et dépôt des offres**

Les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre doivent être **transmis obligatoirement par voie électronique. Toute offre transmise sur support papier (à l'exception de la copie de sauvegarde) sera jugée irrégulière et sera rejetée.**

Au terme de l'article R2151-6 du code de la commande publique, les offres complètes c'est-à-dire celles qui recueillent l'ensemble des documents prescrits aux articles 8.1 et 8.2 du présent document doivent en principe être transmises en une seule fois sous la forme d'un même pli dans le délai imparti pour la remise des offres. Toutefois, une telle disposition ne fait pas obstacle aux transmissions successives réalisées par un même candidat dans le respect du délai fixé pour remettre un dossier de candidature et d'offre.

On entend par « transmissions successives » le fait pour un candidat de déposer « en cascade » sur la plateforme PLACE et sous forme de plis distincts une série de documents dont la communication est exigée au présent document pour constituer son dossier de candidature ou son dossier d'offre. Dans une telle hypothèse, l'ANSM est autorisée à procéder à l'ouverture et au dépouillement de l'ensemble des documents transmis successivement en vue de reconstituer la candidature ou l'offre du candidat, le dernier document transmis par le candidat faisant foi sur ceux remis antérieurement.

En revanche, si plusieurs offres complètes sont successivement transmises par un même candidat, **seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé** pour la remise des offres.

La transmission des plis de manière électronique se fait sur la plateforme PLACE - <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Les plis remis (dont l'avis de transmission électronique est délivré) après la date et l'heure limites fixées pour le présent règlement, ainsi que les plis contenant un virus, ne sont pas retenus.**

Les pré-requis techniques (équipement matériel et logiciels nécessaire, format de fichiers acceptés, certificat électronique permettant la signature électronique obligatoire et sécurisée de l'offre par le soumissionnaire) pour le dépôt d'une offre par voie électronique sont précisés sur : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

La signature électronique a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite.

Il est porté à l'attention des candidats **qu'une signature scannée ne constitue pas une signature électronique.**

**Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient.** En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

#### **Les exigences relatives à la signature électronique :**

Le certificat de signature doit respecter au moins le niveau de sécurité préconisé.

#### **1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

[www.references.modernisation.gouv.fr](http://www.references.modernisation.gouv.fr)

[http://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/eu\\_legislation/trusted\\_lists/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm)

<http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

#### **2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance**

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

#### Justificatifs de conformité à produire

→ Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...).

Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation.

- L'adresse du site internet du référencement du titulaire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du titulaire de services de certification électronique émetteur.

#### Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

**Cas 1** : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature proposé de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

**Cas 2** : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit disposer :

- D'un certificat de signature électronique (clé format USB ou carte à puce), acheté auprès d'un prestataire qualifié et valable généralement de 1 à 3 ans, et conforme au règlement n° 910/2014 dit «eIDAS»<sup>1</sup>.
- D'un outil de signature qui permet d'apposer la signature avec le certificat sur le fichier souhaité. Si l'entité candidate dispose d'un parapheur électronique ou d'un outil spécifique pour signer, il n'est pas tenu d'utiliser l'outil de signature mis à sa disposition sur PLACE.

En outre, il doit respecter les obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ou assortie d'une traduction en langue française;

---

<sup>1</sup> La détention et l'utilisation par un candidat d'un certificat électronique RGS en cours de validité au moment du dépôt de l'offre demeurent valables.

- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

Quels que soient les outils utilisés, ils ne doivent pas modifier le document ce qui porterait atteinte à son intégrité.

#### Copie de sauvegarde :

Il est conseillé au candidat d'effectuer à titre de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB, etc.) ou sur support papier dans les délais indiqués pour la remise des offres. Cette copie, placée dans un pli scellé comportant la mention "copie de sauvegarde" sera ouverte en cas de détection d'un virus dans le pli électronique ou en cas de non réception du pli électronique.

La copie de sauvegarde est une copie des données fournies sur un support distinct et distant de l'ordinateur porteur des données. Cette copie est effectuée pour mettre un exemplaire des données en sécurité.

Il s'agit d'une copie des dossiers électroniques des offres, destinée à se substituer, en cas d'anomalies limitativement énumérées dans l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, aux dossiers des candidatures et des offres transmis par voie électronique.

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres, dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté, peuvent faire l'objet d'une réparation. Un document électronique relatif à la candidature et/ou à l'offre qui n'a pas fait l'objet d'une réparation ou dont la réparation a échoué, est réputé n'avoir jamais été reçu.

Lorsqu'elles sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres, dans lesquelles un virus a été détecté, donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde devra parvenir à destination (service et adresse mentionnée ci-avant) au plus tard au jour et à l'heure figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence et rappelé en page de garde du présent règlement.

- soit par la poste en recommandé avec accusé réception,
- soit remis au service courrier de l'ANSM du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00.

Pour permettre une bonne identification de la copie de sauvegarde, l'enveloppe portera les mentions suivantes:

ATTENTION, une mauvaise identification de l'offre pourrait conduire à l'ouverture de celle-ci rompant la confidentialité de l'offre. **Elle doit impérativement parvenir dans le délai imparti pour la remise des offres, à défaut elle ne sera pas prise en compte.**

<b>Procédure appel d'offre ouvert « MISSION DE MOE POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE REFECTION DE L'ETANCHEITE DES TOITURES ET DE L'ISOLATION THERMIQUE DES FAÇADES DES LOCAUX DE L'ANSM A VENDARGUES (34)» n°2023-123-PAM-DAF-ANSM</b>	
<b>NE PAS OUVRIR</b>	<b>NOM DU CANDIDAT</b>
<b>COPIE DE SAUVEGARDE</b>	
<p style="text-align: center;"> <b>ANSM</b>  <b>DAF/Pôle Achats et Marchés</b>  <b>143/147 Boulevard Anatole France</b>  <b>93285 Saint-Denis Cedex</b> </p>	



## Article X : Jugement des offres

### 10.1 Examen des candidatures

Les candidatures sont sélectionnées au regard des éléments fournis au titre de la candidature et conformément aux articles R 2142-1 à R2142-12, R 2142-19 à R 2142-27 et suivants du code de la commande publique. Sont éliminés les opérateurs dont la candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires, qui ne disposent pas de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ou dont la capacité économique et financière ou les capacités techniques et professionnelles paraissent insuffisantes au vu des pièces de la candidature.

L'absence d'une des pièces demandées à l'article 8.1, pourra conduire à l'élimination de la candidature. L'analyse des candidatures sera faite au regard des seuls éléments fournis par les candidats.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur dispose de la possibilité de ne pas réclamer les pièces absentes ou incomplètes du dossier de candidature et de rejeter celle-ci en l'état.

### 10.2 Critères d'attribution

Conformément à l'article R 2161-4 du code de la commande publique, l'ANSM peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

Conformément à l'article R.2152-2 du code de la commande publique, l'ANSM peut décider d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser leurs offres, sans en modifier les caractéristiques substantielles, dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Les offres des opérateurs économiques sont analysées au regard des documents relatifs à l'offre.

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Critères	Pondération	Sous-critères avec la pondération associée
<b>1/ Valeur technique</b>	<b>60 points</b>	<b>Critère n°1 : Compréhension des attentes, enjeux et contraintes du projet : (40 points)</b> Sous-critère n°1 : Compréhension de la problématique du projet (20 points) Sous-critère n°2 : Cohérence du planning enveloppe proposé comprenant les études et les travaux jusqu'à la réception (10 points) Sous-critère n°3 : Moyens et méthodes envisagés pour la maîtrise des coûts (Enveloppe financière) (10 points) <b>Critère n°2 : Qualité de l'organisation interne de l'équipe à chaque étape du projet. : (20 points)</b> Sous-critère n°1 : Pertinence de l'organisation mise en place pour la réalisation du projet (10 points) Sous-critère n°2 : Qualité des Moyens humains et techniques mis en place pour répondre aux besoins du projet (10 points)
<b>2/ Valeur prix</b>	<b>40 points</b>	Le prix est apprécié sur la base du Prix global indiqué dans la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF).

### **10.3 Méthode d'analyse des critères**

- Méthode d'analyse du critère « Valeur technique» (60 points),

La notation se fait par une analyse des réponses apportées par les candidats dans leurs mémoires techniques par rapport aux demandes figurant dans les critères d'analyse et le cadre des réponses techniques. Cette note technique permet notamment de vérifier l'aptitude technique du candidat pour répondre aux besoins du marché.

En l'absence d'éléments ou de document nécessaires non seulement à la bonne compréhension de l'offre du candidat mais également à la mise en œuvre des critères techniques de jugement des offres, l'ANSM est en mesure de rendre trois types de décisions :

- Faire usage de son droit à régularisation des offres laissé à sa libre appréciation conformément à l'article R.2152-2 du code de la commande publique et l'article 10.2 du présent document.

Cette décision peut être prise notamment s'il est constaté :

- l'absence d'une des pièces demandées à l'article 8.2 (hors annexe financière et mémoire technique),
  - le non-respect des exigences du cahier des charges,
  - la modification ou l'incomplétude de l'annexe financière,
- soit l'offre pourra se voir attribuer la note de 0 au regard du critère technique correspondant pour lequel un manque ou une absence d'information a été relevé(e), l'administration étant libre d'apprécier la gravité d'un tel manquement.
- ou l'offre peut être déclarée irrégulière compte tenu de l'appréciation faite par l'ANSM du manquement constaté.

- Méthode d'analyse du critère prix (40 points)

#### **Comparaison du prix total TTC de la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF)**

La notation se fait par une comparaison avec le montant total TTC de l'annexe financière (DPGF) de l'offre la moins disante, après élimination des offres anormalement basses, inappropriées, irrégulières et inacceptables.

Le montant servant à l'analyse des offres est déterminé par l'application des prix figurant dans l'annexe financière (DPGF).

La formule utilisée est la suivante :

Note = [(Prix de l'offre moins disante) / (prix de l'offre à noter)] x pondération.

Le candidat le mieux classé est celui qui aura obtenu la meilleure note après avoir additionné les notes obtenues pour les deux critères ci-dessus.

En fonction de la pondération, une note globale est déterminée pour chacune des offres, l'offre obtenant la meilleure note étant classée première. En cas d'égalité de note, l'offre la moins disante est retenue.

### **Article XI : Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui serait nécessaire à l'établissement de leur offre, les candidats ont la possibilité de poser des questions écrites tout au long de la procédure dans les

délais annoncés dans le présent document. Ils devront faire parvenir leurs demandes au plus tard **à la date annoncée en première page dudit règlement de consultation**.

Pour une bonne transmission et une bonne gestion des questions des candidats, ils doivent les poser sur la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Aucune question posée en dehors de ce canal ne sera prise en considération.

Ces questions feront l'objet de réponses écrites envoyées via la plateforme de dématérialisation à tous les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

## **Article XII : Attribution et notification du marché**

Après attribution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie à chaque candidat non retenu, le rejet de son offre.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit les pièces prévues énumérées aux articles 2143-3 1°, 2143-5, 2143-7, 2143-8 du code de la commande publique notamment si ces documents n'ont pas été joints à l'offre. Ils devront alors parvenir à l'ANSM par tout moyen dans le délai impératif mentionné dans la demande qui sera adressée au candidat retenu.

Le candidat proposé à l'attribution du marché est sollicité, le cas échéant, pour **signer son offre (acte d'engagement et annexe financière) électroniquement conformément aux prescriptions suivantes** :

- Sont fournis les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'opérateur, si la personne signataire n'en est pas le représentant légal ;
- En cas de groupement d'opérateurs : le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation ;

Chacun des membres du groupement produit la déclaration sur l'honneur relative aux interdictions de soumissionner, dûment signée par le représentant légal de l'opérateur ou une personne habilitée (pouvoirs à fournir le cas échéant).

Après signature de l'acte d'engagement par le représentant du pouvoir adjudicateur, le marché est notifié au titulaire, conformément aux dispositions des articles R 2182-4 et R 2182-5.

## **Article XIII : Voies de recours**

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Tribunal administratif de MONTREUIL SOUS BOIS – 7, rue Catherine Puig (niveau 206 rue de Paris)– 93 558 Montreuil Cedex.

Courrier électronique : [greffe.ta-montreuil@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montreuil@juradm.fr)

Téléphone : 01 49 20 20 00

**Annexe 1**

**Attestation de visite obligatoire**

**MISSION DE MOE POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE  
REFECTION DE L'ETANCHEITE DES TOITURES ET DE  
L'ISOLATION THERMIQUE DES FAÇADES DES LOCAUX DE  
L'ANSM A VENDARGUES (34)**

Opérateur économique :

.....

Représentant : .....

Date et Heure :

.....

Site visité :

☒ Le site de VENDARGUES / 34740 VENDARGUES

***NB*** : Posez vos questions sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

M./MME ....., représentant la société .....

Déclare avoir effectué la visite du site en présence de M/Mme ....., représentant(e)  
de l'ANSM :

**Signature du représentant de l'opérateur économique<sup>2</sup> – Signature du  
représentant de l'ANSM**

<sup>2</sup> La signature de l'attestation de visite par tout opérateur économique l'oblige à garantir la confidentialité des informations jugées confidentielles échangées au cours des visites conformément à l'article 5.6 du R.C.